

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Je lutte...

TU LUTTES...

NOUS LUTTONS !

Automobile
Crise sociale et écologique

Services publics attaqués
Poste, SNCF, Santé

Route des Lasers
Dépenses publiques
/ Profits privés



Désintox

Terrorisme

Concept intéressant et à géométrie variable !

Mot-jugement, portant condamnation de celui ou ceux qu'il désigne. Selon le bord d'où une action politique violente est regardée, celui qui la pratique sera qualifié de terroriste ou de héros, voire de martyrs. Les "héros de la Résistance" ont pu être qualifiés de terroristes par les nazis et tous les collabos.

Depuis le 11 Septembre et l'invention bushienne de "l'Axe du Mal" et sa "guerre contre le terrorisme", le sens du mot a évolué. Le terrorisme n'est plus moyen d'action d'un ennemi sans visage (bien qu'ici portant barbe) mais l'ennemi lui-même. Evolution de sens pratique qui permet toutes les "guerres préventives", autre concept nouveau. Evolution censée légitimer, auprès des populations, les budgets pharaoniques accordés à l'industrie de l'armement, leurs corollaires (massacres de populations en Irak, Afghanistan et Palestine...) et l'extension des pouvoirs policiers. Europol se porte bien merci ! L'unification policière avance à pas de géant.

En fait, la violence politique est qualifiée de terroriste seulement lorsqu'elle émane d'une source non étatique !

Le mot est pourtant apparu en 1794 pour qualifier le régime de Terreur instauré en France pendant la Révolution française. Il s'est depuis spécialisé dans un usage lié à

l'action clandestine. Ainsi la législation antiterrorisme européenne permet-elle de définir les terroristes : ceux qui prétendent renverser l'ordre établi, veulent "porter gravement atteinte ou [...] détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays".

Tout est dans l'intention donc.

Vous êtes syndicaliste, un peu trop fort en gueule ? Terroriste !

Vous avez de mauvaises lectures et traînez près de lignes TGV ? Terroriste anarcho-autonome!

Grévistes ? Vous êtes coupables de "prise d'otages" ! Terroristes !

Amis anticapitalistes, attention ! La contestation sociale peut vous mener à la détention administrative sans contrôle judiciaire, la détention prolongée au secret, ou l'expulsion si vous avez la malchance d'être né quelque part...

Quant à ce qu'on appelle le terrorisme d'Etat ? Pas chez nous, évidemment !

Les nouveaux pouvoirs de surveillance et de police dont se dotent les gouvernements nous protègent, qu'on se le dise !

Et si quelques esprits terroristes prétendent lier les suicides à France Télécom à un quelconque "management par la terreur", expression formulée par la sœur de la dernière victime sur France Inter, attention !

Affirmer que le terrorisme est l'arme des puissants, ceux qui contrôlent les appareils idéologiques, culturels, économiques et politiques, à grand renforts de lois liberticides et de virus H1N1, serait tout bonnement *terroriste* !

Terrifiant...

ZN

A noter

25 septembre à 19h

Soirée "femmes et précarité" organisée par la commission formation et la commission féministe du NPA 33 au local du NPA (99 rue Camille Sauvageau, Bordeaux)

Projection du film "Femmes précaires" de Marcel Trillat, topo de Adrien Mazière, débat.

17 octobre à 14h30

Manifestation pour le droit des femmes à Paris à l'initiative du Comité National pour le droit des femmes et de Femmes Solidaires. Plus d'une centaine d'associations, collectifs, syndicats, organisations, partis se joignent à cet appel pour le respect des droits des femmes, la liberté, l'autonomie, la dignité, la laïcité, l'égalité et la solidarité. RDV Place de la Bastille.

23 octobre à 19h

Soirée "Histoire du féminisme" organisée par la commission formation et la commission féministe du NPA 33 au local du NPA (99 rue Camille Sauvageau, Bordeaux)

10 octobre

Manifestation nationale des victimes de l'amiante à Paris. Plus d'infos auprès de l'association de défense des victimes de l'amiante (<http://andeva.fr>)

ABONNEMENTS

Anticapitalistes ! Le Mensuel du NPA 33

Mensuel : 11 euros (11 N° auprès des comités)
15 euros (11 N° + frais d'envoi postal)

Par chèque : à l'ordre de Monica Casanova

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

Anticapitalistes !

Directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**

CPPAP : en cours ISSB : en cours

NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 Bordeaux

Imprimerie : Copy-Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 MERIGNAC

TOUT EST A NOUS L'HEBDOMADAIRE DU NPA

Tarifs des abonnements (France et DOM-TOM) par chèque à libeller à l'ordre de N.S.P.A.C (entourez la formule que vous avez retenue)

	6 MOIS	1 AN
L'hebdo	26 €	56 €
L'hebdo +La revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs précaires	20 €	40 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs, précaires +La revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à La revue mensuelle	22 €	44 €

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

Sommaire

Automobile en crise p. 4-5

La société des bagnoles

5 septembre : tous ensemble !

Ford, toujours plus d'inquiétudes

Rousset repeint l'autoroute en vert...

Se déplacer dans la CUB !

Dossier Route des lasers p. 6-7

Nos vies et leurs profits p. 8-9

La Poste : non à la privatisation

Quand la Poste jette ses apprentis

SNCF : conflit des contrôleurs

Ça bouge à St Médard

Tempêtes et compagnies

Santé & Education p. 10

Financement sécu : la casse continue

Rentrée : non aux suppressions de postes

Jeunesse internationaliste p. 11

Formation - Féminisme p. 12-13

L'histoire du féminisme lutte de classe

A lire & Brèves p. 14

Quand les banlieues brûlent

Que la montagne est belle...

Les méchants ne gagnent pas toujours

Nucléaire... petite victoire

La facture déborde

International p. 15

Foot et boycott

Interviews de camarades grec
et martiniquaise

Fête du NPA p. 16

ÉDITO

Pour la convergence des luttes !

Ça n'arrête pas ! Augmentation du forfait hospitalier, taxe carbone, privatisation de la Poste, restructuration du fret à la SNCF... et licenciements, licenciements, licenciements.

Voilà bien l'épidémie qui fait le plus de ravages ! L'OCDE confirme : "*Emploi : le pire de la crise est devant nous*", montrant le cynisme de ceux qui parlent d'une amorçe de reprise... financière. Le volontarisme agité et les coups de menton de Sarkozy ne cachent plus que ses seules mesures ont consisté à relancer... les responsables de la crise, banquiers et industriels.

Mais les luttes, elles aussi, n'ont pas cessé, malgré les répressions, parmi les Conti notamment, et la volonté gouvernementale de criminaliser toute résistance sociale.

Encore trop souvent seules, sur la défensive, les mobilisations manifestent de plus en plus le besoin de sortir de l'isolement. La manifestation à Châtellerault à l'appel des New Fabris, les rencontres militantes à l'appel de la CGT Ford de Blanquefort (lire p. 4-5) marquent cette volonté de convergence et font avancer la nécessité d'un mouvement d'ensemble de la population pour ses propres exigences.

Même le Parti socialiste le sent... essayant de retrouver une posture opposée au milieu de ses casseroles. Mais qu'a-t-il à proposer ? À en croire Rousset, président du Conseil Régional (*Sud-Ouest* du 3 septembre), le PS est "*prêt à l'alternance [...] décomplexé...*" ouvert aux "*industriels... aux experts... aux banquiers*"... Bref, prêt à poursuivre sa politique libérale à la tête des régions : toujours plus d'argent public pour maintenir à flot les intérêts privés, à travers les prêts, les cadeaux et les grands chantiers (lire p. 6-7). Et pour garder sa place, Rousset voudrait embarquer tout le monde dans l'"*union à gauche au premier tour*" des Régionales. L'unité dont la population a besoin est en rupture avec cette politique et ces calculs.

Construire un rapport de forces

Oui, une unité est indispensable, mais avec la volonté d'imposer des mesures d'urgence vitales : l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail pour des emplois pour tous, le partage des richesses pour une augmentation des salaires et des revenus sociaux, l'extension des services publics et non leur démantèlement, le contrôle démocratique de la population sur les banques et les industries pour faire face à la crise écologique et sociale.

Les directions des confédérations syndicales, frileuses, préfèrent annoncer de nouveau la litanie des journées d'action dites "unitaires", à minima, sans revendications, sans plan de bataille face à ceux qui organisent la ruine de nos vies sous couvert de "crise" pour continuer à se gaver en toute impunité.

C'est pourtant bien sur des mesures radicales et unitaires que l'on peut construire une vraie opposition à cette politique de saccage social, en prenant nos affaires en main. Unité pour les luttes dès maintenant, d'où pourrait découler une unité pour les élections régionales, réunissant anticapitalistes, écologistes, antilibéraux, en rupture avec les exécutifs régionaux actuels.

La population, celle qui fait la richesse humaine et économique, ici et ailleurs, peut retrouver dans sa diversité les forces vitales d'un engagement collectif, un "tous ensemble" pour que cesse la casse, pour faire échec aux offensives violentes et quotidiennes du Capital contre le monde du travail, les femmes, les hommes et les enfants d'ici et d'ailleurs.

Plus que jamais, unissons nos forces pour qu'il nous soit possible, demain, de construire un monde autrement respectueux de l'humanité et de la planète !

Vaste perspective...

Et nous vous invitons tous à en débattre, fraternellement et joyeusement, à la fête que nous organisons le 3 octobre à Pessac, avec Olivier Besancenot (voir programme p. 16).

www.npa33.org

Pour nous contacter: anticapitalistes@npa33.org



Automobile crise sociale...

La société des bagnoles

Crise des ventes ; crise des entreprises de sous-traitance ; crise du réchauffement planétaire ; colère des salariés... L'automobile est aujourd'hui au centre de l'actualité. Cette place, elle la mérite largement car, à plus d'un titre, la bagnole est au centre de notre société.

La voiture est LE moyen "indispensable" de déplacement. A son origine, elle est objet de luxe réservé à une "élite" voulant se déplacer plus vite que le petit peuple resté à pied. Mais les pétroliers comprennent vite que, pour la première fois de son histoire, des millions d'individus vont devoir consommer quotidiennement pour leurs déplacements.

Et tant qu'à faire, autant les déplacer plus pour gagner plus !

Le symbole de notre "liberté individuelle" s'est donc développé dans le but de nous soumettre aux appétits des grands industriels. Et le coût de cette mutation est terrible ! En un siècle et demi, pour laisser la place à la voiture, la société a explosé, nos vies sont découpées. Quotidiennement, nous allons de notre dortoir à notre lieu de travail, de nos temples de la consommation à nos espaces de loisir... Le tout, enfermé dans notre bulle d'acier à roulettes, isolé en sécurité dans notre cocon plastifié, passé instantanément de l'état de piéton souriant à gros con fulminant... entouré d'autres gros cons qui ne savent pas conduire, eux !

Le bilan social et écologique est catastrophique !

Nous devons sortir de là. La production automobile doit diminuer inexorablement mais avec la préservation de tous les emplois grâce à la répartition du temps de travail et des profits.

La gratuité des transports en commun, couplée au ferroviaire obligatoire (les camions sur les trains), doit s'accompagner d'une réorientation des productions sous contrôle des salariés.

Ce sont les premiers pas, car retrouver la cohérence de notre environnement ne se fera pas en un claquement de doigts. Mais nous avons les moyens d'agir, immédiatement !

Patrick Gelos

5 septembre à Blanquefort Pour la défense de tous les emplois, tous ensemble

Les militants de la CGT-Ford ont profité des vacances d'été pour aller soutenir les salariés de Molex (Villemur) et de New Fabris (Châtellerauld) en lutte contre la fermeture de leurs usines. A chaque fois, c'était l'occasion de rencontres chaleureuses.

Les "New Fabris" avaient appelé à une manifestation pour la défense des emplois, lançant l'idée d'un collectif anti-licenciements. C'est pour aller dans ce sens que la CGT-Ford a rajouté une rencontre de syndicalistes à la soirée débat-concert qu'elle organisait le 5 septembre. 80 militants de près de 30 entreprises différentes, venant parfois de loin se sont retrouvés pour discuter de la nécessaire convergence des luttes. L'organisation a été plutôt compliquée car elle s'est déroulée dans un contexte de méfiance, de pressions insidieuses et de reproches plus ou moins agressifs de la part des structures de la CGT dont certains membres ont fini par venir en "observateurs".

Cette rencontre a été suivie d'un débat portant sur la défense des emplois. Les élus Rousset (président de Région), Feltesse (président CUB), Got (députée), Anziani (Sénateur) étaient présents et ont répondu aux interventions de syndicalistes de Célanèse, Fumel D, New Fabris ou encore de Ford Valencia (Espagne). L'objectif était d'aborder le rôle des pouvoirs publics, l'articulation entre

lutte des salariés et travail des élus, la coordination pour défendre efficacement les emplois dans une région. Il n'y a pas grand chose de nouveau du côté des interventions des élus mais l'échange entre salariés et pouvoirs publics était assez inédit.

Quelques jours après cette journée de discussions, la CGT-Ford repartait soutenir les Molex à Villemur. Il ne s'agit pas seulement d'apporter notre solidarité, car leur combat, c'est le nôtre, et l'issue de leur lutte, qu'elle soit bonne ou mauvaise, aura un impact sur les salariés, d'où qu'ils soient. C'est aussi pour cette raison que les militants discutent de plus en plus de créer et de renforcer des liens entre les entreprises de manière à coordonner les actions. Les luttes isolées les unes des autres, même très déterminées, ne permettent pas d'empêcher réellement les licenciements et les fermetures. Il faut absolument trouver des solutions vers la convergence des luttes.

Rien n'est plus important aujourd'hui que ces rencontres devant les usines. On mesure de suite que nous avons tous exactement les mêmes difficultés, les mêmes préoccupations, les mêmes inquiétudes, les mêmes besoins de s'unir dans une mobilisation générale. Nous espérons que toutes les rencontres du moment préparent le "tous ensemble" si nécessaire.

Philippe Rouffigne



Réunion du 5 septembre à Blanquefort à l'initiative de la CGT-Ford

Ford Toujours plus

Contrairement à ce que racontent les médias, l'avenir de l'usine est très loin d'être assuré. Dès l'annonce de la reprise, l'ambiance chez les salariés restait dominée par l'inquiétude. A l'opposé, les élus avaient crié victoire, la direction et le gouvernement s'étaient vantés d'avoir sauvé les emplois. Quatre mois après, tout reste flou. Les informations de la direction sont partielles et n'offrent aucune garantie. Les projets industriels censés remplacer progressivement la production pour Ford tardent à se préciser. Les

seules choses qui se concrétisent, c'est le processus de démantèlement de l'usine par des externalisations successives de services et les premières remises en cause des acquis sociaux : diminution du nombre de RIT, nouvelle grille des salaires qui renforce l'individualisation.

Les vagues de fermetures d'usines, les défaites des luttes de salariés comme chez Continental ou New Fabris, les pseudo-reprises comme chez Molex, renforcent le sentiment de fatalisme. Même chez les salariés combattifs, il y a

..... et crise écologique

Alain Rousset ou l'art de repeindre en vert une autoroute

L'autoroute A65 doit relier Langon à Pau. C'est un chantier contesté parce qu'il détruira des zones classées naturelles, mais surtout parce qu'il aboutira à une augmentation du trafic routier, voitures et bien sûr camions, vers l'Espagne. Construite sur fonds publics, cette autoroute sera bien sûr payante et gérée par un concessionnaire privé, Alienor, qui en attend de juteux bénéfices avec l'objectif affirmé de doubler le trafic de 7 500 véhicules par jour actuel à 14 500 véhicules par jour en 2020 !

À l'heure des bonnes résolutions sur le réchauffement climatique, il pourrait paraître contradictoire que les pouvoirs publics (État, Région) financent une telle infrastructure pour le plus grand bénéfice des trusts de l'automobile, de l'énergie, du transport...

Contradictoire ? Mais pas du tout ! Alain Rousset, président socialiste de la région Aquitaine, qui s'est battu pour imposer ce projet autoroutier en appelle « à trois mois du Sommet mondial sur le climat qui se tiendra à Copenhague [...] à la responsabilité politique et citoyenne ». Il se propose donc de financer des actions comme la plantation d'arbres pour compenser le million de tonnes de gaz carbonique censées être générées par le chantier... en oubliant juste au passage les conséquences du trafic routier lui-même.

À l'heure où la réalité de la crise écologique nécessiterait des réponses impliquant une réelle réorganisation de tout le tissu économique, les industriels et les élus de droite comme de gauche à la Rousset, utilisent l'écologie avec cynisme et hypocrisie tout en continuant dans la même logique industrielle marchande... mais en plantant des arbres ! Pour mettre en œuvre de véritables réponses face au réchauffement climatique, il faudra nous en donner les moyens. Car imposer des transports publics gratuits et de qualité, le ferroutage, réduire les trajets des marchandises implique la remise en cause de cette course aux profits des trusts responsables de la fuite en avant vers le tout routier.

Bruno B

d'inquiétudes

comme un abattement. Nous voyons bien que seuls, nous ne pourrions pas faire de miracles. Comment peut-on changer la donne ?

La solution pour les structures de la CGT c'est la défense d'un projet industriel crédible. En clair, il nous faudrait trouver des solutions industrielles, des idées de productions nouvelles qui assureraient du boulot pour les salariés. Des idées, tout le monde peut en avoir. Par exemple la fabrication de voitures électriques moins polluantes. Oui mais après, comment nous, sala-

riés, pouvons imposer cette idée ? L'État et les pouvoirs publics doivent jouer un rôle beaucoup plus offensif qu'ils n'ont aujourd'hui.

Il est effectivement important que les salariés et la population s'emparent du problème des besoins sociaux à satisfaire et de la question de la préservation de la planète. Mais nous n'avons pas toutes les cartes en main. Au bout du compte, c'est bien la question du rapport de force qui est posée et donc celle de l'unité de tous les salariés pour stopper l'hémorragie.

Se déplacer dans la CUB !

Plusieurs décisions doivent être prises qui concernent les moyens de transports et les infrastructures routières dans la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Il semble presque acquis que le pont "Bacalan-Bastide" va être programmé. Cela correspond à une voie rapide traversant Bordeaux d'ouest en est. Ce choix privilégiant à grands frais le transport automobile est à contre courant de ce qui se fait ailleurs (voies sur berge à Paris) et nous semble grave de conséquences pour notre qualité de vie et l'environnement. Nous y reviendrons.

Le deuxième choix qui devra être fait, c'est l'itinéraire de la ligne D du tram, celle qui devrait desservir l'ouest de la CUB, direction Saint Médard en Jalles. Des groupes de pression s'organisent afin de promouvoir Le Bouscat ou Caudéran... pas vraiment des banlieues ouvrières. Le véritable enjeu n'est-il pas un transport en commun de qualité et peu polluant pour la population de la communauté ?

Pour rendre ce moyen de transport attractif et réellement alternatif au transport individuel par automobile, il faut jouer sur plusieurs paramètres :

Le prix ? La gratuité !

Pour cela, il faut choisir la gestion directe du transport en commun : nous préconisons une régie communautaire qui échapperait, entre autres, à la rémunération d'actionnaires inactifs et parasitaires.

Une raison de plus pour le transport gratuit. Il est connu que la gratuité réduit les coûts (tickets, machines à composer, contrôle...) d'autant plus que la billetterie ne finance en moyenne que 10 à 15% des frais de fonctionnement. D'un autre côté, les entreprises doivent (c'est la loi) prendre en charge 50% des abonnements de transport en commun de leurs salariés. Là aussi, ce doit être une contribution directe et pour tous les salariés versée directement à la régie.

L'option "transports gratuits" a été prise dans certaines communautés (Châteauroux, Vitry, Aubagne ...) et cela correspond, selon le maire PCF d'Aubagne à une économie de près de 2000 € par an pour une famille avec deux enfants.

Alors, oui, la gratuité est possible, cela relève simplement d'une décision politique.

La rapidité du transport

Pour être attractif, le transport en commun ne doit pas être moins rapide que l'individuel. Il faut donc, là aussi, pratiquer la "discrimination positive" en faveur du collectif. Il y a des endroits où il n'est pas possible de faire cohabiter voiture et tram ou bus ; il faut donc prioriser le collectif et réserver plus d'espace et de sécurité au vélo et autres transports non polluants.

L'extension du réseau pour que les personnes qui n'ont d'autre choix possible que d'habiter loin du centre, loin de leur boulot, école ou faculté, puissent utiliser les transports en commun.

Il faut en finir avec le discours qui consiste à dire qu'il faut favoriser les transports en commun et les actes qui favorisent la construction de silos à bagnole en plein centre ville.

L'arrivée du tram sur la rive droite de la Garonne est réellement positif pour les populations qui y résident, cela favorise l'accès direct au campus pour les étudiants, mais il faut veiller à maintenir

l'habitat social, ne pas envoyer encore plus loin du centre les populations les plus précaires qui seraient exclues lors des opérations de réhabilitation des vieilles cités car cela correspond souvent à une augmentation très sensible des loyers.



Ph. R.

JLD

Dossier Route des Lasers

Sur la Route des Lasers

La fuite en avant de la politique de "soutien à l'emploi"

Le 3 septembre dernier, *Sud-Ouest* annonçait qu'un accord venait d'être signé entre FAI (First Aquitaine Industrie, ex-Ford) et une certaine Société d'Economie Mixte Locale Route des Lasers (SEML RdL), qui s'engageait à construire deux usines dans lesquelles seront fabriquées des couronnes en acier destinées aux constructeurs d'éoliennes.

Constituée en juin 2004 à l'initiative du Conseil général, la SEML Route des Lasers est spécialisée dans la proposition d'"une offre immobilière cohérente et particulièrement adaptée aux besoins des entreprises : location de bureaux et d'ateliers, location et vente de terrains, constructions industrielles clés en main...". Elle s'adresse normalement aux entreprises du "pôle de compétitivité Route des Lasers", mais la signature de l'accord avec FAI montre qu'elle n'hésite pas à intervenir dans d'autres secteurs lorsque les dirigeants politiques qui la contrôlent le jugent nécessaire.

Il s'agit d'une des multiples formes que prend l'aide économique aux entreprises sous couvert de maintenir des emplois. Car, comme l'écrit *Sud-Ouest*, "pour FAI, cette solution est doublement avantageuse. D'une part, elle permet d'étaler cet investissement immobilier d'une vingtaine de millions d'euros sur une période de 10 ans, à l'issue de laquelle elle en

deviendra propriétaire.[...] D'autre part, l'entreprise qui ne peut plus s'appuyer sur les puissants services immobiliers de Ford, trouve avec la SEM un maître d'ouvrage désormais rompu à la conduite de ce type d'opérations"... Quant à l'emploi "maintenu", il se réduirait, si le projet aboutit, à quelques 170 postes...

Ce "fait divers" est l'occasion de jeter un coup d'œil (très incomplet) dans les méandres obscurs de la politique économique et industrielle que mènent, depuis des dizaines d'années et avec le succès que l'on sait, l'Etat et les collectivités locales...



Sur le site www.routedeslasers.com

De la recherche nucléaire militaire au "pôle de compétitivité Route des Lasers"

La "Route des Lasers" s'articule autour de l'implantation, dans le Centre d'études atomiques (CEA) du Barp, du Laser Mégajoule (LMJ) destiné à mettre au point les engins de mort de la "force de dissuasion nucléaire". Nous reviendrons sur le LMJ dans le prochain *Anticapitalistes* !

Diverses entreprises civiles spécialisées dans l'optique et les lasers se sont développées autour du LMJ avant de constituer, à l'initiative de l'Agence Aquitaine de Développement Industriel (2ADI, un appendice de la Région), le "pôle de compétitivité Route des lasers". Le pôle rassemble actuellement 70 entreprises et emploie 8 850 personnes. Parmi ces entreprises, on trouve des PME, des micro-entreprises, mais aussi Thales, EADS, Snecma Propulsion Solide... (www.routedeslasers.com)

Pour mériter son titre et bénéficier des avantages qui vont avec, un pôle de compétitivité doit être "labellisé" par les services de l'Etat et disposer d'un organe de "gouvernance et d'animation". Pour Route des Lasers, c'est l'association ALPhA (Aquitaine Lasers Photonique & Applications), créée à cet effet en 2004, qui assure cette fonction. Le label "pôle de compétitivité" a été obtenu en juillet 2005.

Outre l'intérêt pour les entreprises qui font partie du pôle de disposer ainsi d'une structure qui peut donner, dans le contexte d'anarchie qui caractérise l'économie de marché, une certaine cohérence à leur développement, elles bénéficient également de l'appui très bon marché des structures publiques de recherche que sont les laboratoires des universités et des écoles d'ingénieurs, ainsi que de structures de formation.

Et bien entendu, le législateur, dans sa grande bonté, n'a pas oublié de mettre une grosse cerise sur le gâteau... Ainsi, les entreprises participant à une action de recherche et développement dans le cadre d'un pôle de compétitivité sont exonérées d'impôt sur les bénéfices pendant 3 ans ; des subventions de l'Etat sont attribuées pour soutenir la recherche et le développement ; divers organismes liés à l'Etat, dont la Chambre des dépôts et consignations, participent au financement de manière "préférentielle"...

A ces interventions s'ajoutent bien entendu celles des collectivités locales, dont la SEML Route des lasers est une des multiples incarnations.

SEML RdL : les collectivités locales au service des entreprises privées

Une "société d'économie mixte locale" regroupe des actionnaires publics (majoritaires), et privés. Ceux de la SEML RdL sont le Conseil général de Gironde, la Région, la CUB, les communautés d'agglomération du Val de Leyre et du Bassin d'Arcachon, le CEA, la Caisse des dépôts et consignation, la Chambre de commerce et d'industrie, la Caisse d'épargne, Suez, SPIE et le Crédit Agricole. Son capital est de 9 523 500 euros, et ses investissements "financés par les fonds propres, des emprunts et des aides publiques (FEDER, FNADT, Conseil régional d'Aquitaine, Conseil général de la Gironde, Communauté de Communes du Val de l'Eyre) s'élèvent actuellement à plus de 65 millions d'euros". (www.seml-routedeslasers.com).

Dans le cadre de sa mission, qui est donc de proposer "une offre immobilière cohérente et particulièrement adaptée aux besoins des entreprises", elle intervient sur trois sites du pôle de compétitivité Route des Lasers. Deux sont situés près du LMJ, et portent les noms de Laséris 1 et Laséris 2. Notons au passage que le premier bâtiment de Laséris 1 a été livré fin novembre 2005 à une filiale de Thales. Il faut croire que cette société n'a pas les moyens de gérer et financer la construction de ses propres locaux !

"Soutien à l'emploi" : une politique de bluff

La politique économique que mènent depuis des dizaines d'années gouvernements et collectivités locales au nom du "soutien à l'emploi" a révélé depuis longtemps sa véritable nature : une fuite en avant dans laquelle les millions versés inlassablement aux patrons sous forme de subventions, exonérations et autres "commodités" se dissolvent dans les profits et la spéculation, tandis que les emplois disparaissent tout aussi inlassablement.

La liste est longue, de Solectron à Ford en passant par Arena et bien d'autres, des entreprises de la région qui, après s'être partagé les millions du pactole des aides publiques, ont mis la clé sous la porte, jetant des milliers de salariés au chômage, et sans rembourser, bien entendu, le moindre picaillon de l'argent empoché !

Ce phénomène, s'il n'est pas nouveau, est encore aggravé par la crise. Mais c'est toujours la même politique, quelles que soient les formes qu'elle prend, qui est menée. Les "pôles de compétitivité" et les béquilles inventées par les collectivités locales pour les soutenir n'échappent pas à la règle.

Ils nous sont présentés comme des outils

Un troisième site, appelé "Cité de la Photonique", est en projet à Pessac et ses promoteurs rêvent qu'il devienne "un véritable pôle de référence dans le domaine Optique Laser [...] à proximité du domaine universitaire bordelais".

L'action de la SEML prévoit également l'implantation, sur Laséris 2, de divers services utiles aux entreprises du secteur : bâtiment pour une crèche privée, zone hôtelière...

La mission de la SEML RdL est ainsi, clairement, de faire en sorte que les entreprises de toute taille qui souhaitent s'installer dans le secteur n'aient pas d'autre souci que de mettre les "pieds sous la table". Dispensées des démarches administratives, du suivi de la construction, du financement, elles sont assurées par ailleurs, en cas de fermeture pour cause de faillite ou de départ vers d'autres lieux plus propices aux profits, d'être débarrassées du souci de vendre les locaux qu'elles occupent. Même si elles en sont propriétaires, car dans ce cas la SEML les rachètera, bien évidemment.

pour lutter contre la "déindustrialisation". Il s'agirait, nous dit-on, de développer des secteurs "d'excellence" pour faire face à la concurrence que créent, sur le marché du travail, le pays à bas coût de main-d'œuvre. Mais ceux qui tiennent de tels discours ne peuvent pas être dupes. Les dirigeants de multinationales, savent parfaitement, eux, qu'un travailleur brésilien, russe, indien ou chinois, qu'il soit simple OS, ingénieur ou scientifique, vaut tout autant, du point de vue de son savoir-faire, que ses collègues français. Et c'est en permanence que, pour assurer leurs profits, ils "transfèrent" les technologies les plus pointues, ou prétendues telles, d'un bout à l'autre de la planète. Et ils n'hésitent pas, si nécessaire, à faire appel à la complicité directe des chefs d'Etat : on a pu le voir récemment à la télé avec la prestation de Sarkozy essayant de fourguer à Lulla les "Rafale" invendables de son ami Dassault...

Les "pôles de compétitivité" ne peuvent en aucun cas constituer des zones où l'emploi serait "protégé" dans la mesure où elles restent soumises aux règles du capitalisme : la sacro-sainte propriété privée des moyens de production, qui fait que tout patron à le

Choisir la Cité de la Photonique-Unitec, c'est :

- **s'implanter** dans un environnement totalement dédié à l'optique-laser et à ses applications
- **évoluer** dans un milieu privilégié proche des laboratoires universitaires.
- **se former** auprès de la plateforme de formation aux métiers du laser : PYLA.
- **se développer** avec l'appui du centre de technologie ALPHANOV.
- **bénéficier** des services d'accompagnement aux entreprises proposés par la Technopole BORDEAUX-UNITEC.

plquette publicitaire de SEML RdL pour la Cité de la Photonique

Comme les missions qui sont assignées aux SEML ont peu de chance de dégager des bénéfices -sinon elles seraient assurées par des boîtes privées en délégation de service- leurs actionnaires privés ne peuvent en attendre de dividendes. Par contre, ils sont bien placés pour obtenir des marchés quand il s'agit d'entreprises, ou des emprunts quant il s'agit de banques. Des investissements sûrs puisque les SEML étant adossées à des collectivités locales, en cas de bilan financier négatif, ces dernières votent des "subventions d'équilibre" et le tour est joué : les contribuables paient les factures et les intérêts. Les pertes sont socialisées, les profits privatisés...

droit, garanti par l'Etat, de placer ses capitaux où il veut, quant il le veut ; et les tout aussi sacrées "lois du marché", qui poussent les capitalistes, pour vendre leurs produits et donc réaliser leurs profits malgré la concurrence, à chercher en permanence à en baisser les coûts de revient, et donc à réduire les salaires.

La crise que nous subissons actuellement est le produit direct de cette politique. Et toutes les prétentions à mener des politiques de "réindustrialisation" qui ne remettent pas en cause ces deux fondements du capitalisme, non seulement sont vouées à l'échec, mais aboutissent, quelles que soient les intentions de leurs promoteurs, aux mêmes conséquences.

Une autre logique est nécessaire et possible. Elle commence avec l'intervention convergente des salariés et de la population pour affirmer la légitimité de leurs propres intérêts face à ceux des financiers qui dirigent l'économie.

A suivre... dans le prochain numéro d'Anticapitalistes !

Dossier préparé par Daniel Mimmielle, comité de Pessac

Nos vies et leurs profits

Privatisation de la Poste

3 octobre, exprimons notre refus !

La Poste est un établissement public, détenu entièrement par l'État. Sarkozy, le gouvernement et la direction de la Poste ont décidé de transformer La Poste en société anonyme.

Chaque fois que l'État a effectué ce type d'opération, les conséquences ont été immédiates : réduction de la qualité de service, augmentations tarifaires et priorité à la satisfaction des actionnaires. C'est pourquoi la transformation en société anonyme constitue la première étape d'une privatisation programmée de La Poste.

Pour préparer cette privatisation, les derniers gouvernements et la direction de la Poste ont limité les investissements nécessaires à l'amélioration de la qualité du service postal. Ils se sont livrés à une recherche effrénée de réduction des coûts. Les usagers en sont les premières victimes.

La Directive postale européenne, n'impose pas la privatisation de La Poste. L'ouverture du marché postal est pourtant un des alibis du gouvernement pour la transformation en Société Anonyme.

Une privatisation de la Poste entraînerait une détérioration encore

plus considérable du service aux usagers. La rentabilité immédiate et les impératifs financiers prendraient le pas sur l'intérêt général.

L'avenir du service public postal concerne toute la population. A l'initiative des organisations syndicales, un Comité national regroupant 55 organisations a été créé en septembre 2008 avec de nombreuses associations et partis politiques. Il s'est adressé à Sarkozy pour lui demander d'organiser un référendum sur l'avenir de La Poste comme il en a la possibilité.

Malgré plusieurs pétitions rassemblant des centaines de milliers de signatures d'élus et d'usagers dans tous les villages, villes et départements de France, Sarkozy refuse de consulter la population.

Face à la menace de privatisation de la Poste, le samedi 3 octobre 2009, lors de la votation citoyenne organisée près de chez vous, exprimez votre refus en votant massivement NON au projet gouvernemental. Vous pourrez voter à la fête du NPA à Pessac.

Jean Paul



Apprentis à La Poste Non aux emplois jetables

La Poste forme des apprentis en alternance par l'intermédiaire de son CFA (Centre de Formation des Adultes) Formaposte. Les apprentis qui obtenaient leur diplôme étaient embauchés en CDI.

Cette année, sous prétexte de la crise, les jeunes qui ont obtenu leur diplôme ont été envoyés au chômage à la fin de leur formation. Comme ils étaient sur de vrais emplois, ça manque dans les services.

A leur place, La Poste a embauché des CDD pour quelques jours... en attendant l'arrivée de nouveaux apprentis qui resteront le temps de leur « formation », et ainsi de suite !

A quoi bon former des apprentis, si c'est pour refuser de leur donner un emploi quand ils réussissent leur examen ? Il est vrai que c'est tout bénéfique pour l'employeur car il perçoit des aides financières de l'Etat. En plus, il est exonéré des cotisations patronales.

Cette situation n'a pas empêché Sarkozy de se féliciter de la qualité de l'apprentissage à La Poste. Il a organisé en juillet une cérémonie à l'Élysée. Il a reçu dix apprentis.

On mesure l'ampleur de l'escroquerie quand on sait que la grande majorité des apprentis est jetée au chômage depuis le 1^{er} septembre.

Au moment où le chômage explose, l'Etat employeur public a une responsabilité qu'il n'assume pas : il préfère communiquer plutôt que d'agir concrètement sur l'emploi comme on le voit à La Poste.

Face à cette situation la solidarité s'organise. Début septembre les personnels des guichets de Tresses, Artigues, Fargues St Hilaire, Yvrac étaient en grève à 100% pour réclamer l'embauche en CDI d'une jeune apprentie. Les usagers ont exprimé leur solidarité.

Ce mouvement et les interventions syndicales sont en train d'obliger La Poste à revoir sa copie. Des embauches en CDI pour les apprentis facteurs ont été promises. C'est un premier pas mais le combat continue jusqu'à ce que tous les apprentis obtiennent leur CDI.

Correspondant NPA

les infos pour organiser le référendum :
<http://appelpourlaposte.fr>

Ça bouge à

Tout a commencé par une pétition recueillant 275 signatures parmi le personnel municipal de Saint Médard en Jalles. Cette pétition a été remise au Maire le 18 juin durant la séance du conseil municipal.

Aucune réaction à cet "appel du 18 juin" du personnel qui demandait :

- L'ouverture d'une concertation sur le devenir des vacataires et de tous les emplois précaires menacés de licenciement (suppression d'emplois),
- une négociation sur le régime indemnitaire particulièrement injuste et défavorable aux bas salaires,
- une information et une consultation du personnel sur les restructurations en cours,
- mise en place de commissions spécifiques aux services particuliers que sont l'EHPAD (Établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes), les services Culture et Scolaire.

Deux mois plus tard (ils sont patients les saint médardais) et sans réponse de l'administration, les syndicats ont appelé à la grève le vendredi 4 septembre à 11 heures.



Nos vies et leurs profits

SNCF Situation explosive

Retour sur le conflit des contrôleurs d'Aquitaine Poitou Charente

Depuis de longs mois la situation en effectif au service des contrôleurs de la région SNCF de Bordeaux est intenable, amenant des suppressions de trains, des circulations en EAS (train circulant sans contrôleurs), des congés refusés et une forte dégradation des conditions de travail. Parallèlement, une attaque sans précédent est menée sur les spécificités du métier et du statut visant à sédentariser ce personnel, à réduire les coûts avec l'objectif avoué de baisser le coût de la main d'œuvre de 30 % en vue de l'ouverture à la concurrence voyageurs en 2010 !

Si le 2^{ème} point nécessite une réponse globale (car beaucoup de services à la SNCF vivent cette réalité) que ne se décident toujours pas à réaliser les fédérations syndicales, la question des effectifs a fait l'objet du dépôt d'un préavis de grève local unitaire (CGT, SUD et UNSA) devant démarrer le 9 juillet au soir.

La mobilisation du personnel a été exceptionnelle : + de 270 déclarations d'intention de grève en plein été sans compter l'annonce de 100 % de grévistes au service de gestion de ce personnel. Cela faisait longtemps que nous ne nous étions pas sentis si forts !

Saint Médard

Sans autre réponse que de vagues promesses, les municipaux ont "durci le ton" et prolongé le mouvement.

Après quelques tergiversations, après avoir essayé de briser le mouvement par l'intermédiaire du "syndicat maison" (nous n'avons pas écrit "syndicat Lamaison") sans résultat sinon que de renforcer la colère et la détermination des salariés, les représentants du Maire ont bien dû s'asseoir à la table des négociations. Le 10 septembre, les salariés appréciaient l'ouverture des négociations et pouvaient titrer, à l'issue de la première réunion, leur bulletin d'information « Une avancée concrète ».

De réelles avancées, toutefois incomplètes, étaient enregistrées, promesse était faite de poursuivre la concertation le 22 septembre puis de se revoir également en 2010 pour les questions d'indemnités.

Des salariés Unis et Déterminés, un conflit qui force à la négociation, un résultat perçu comme positif...

Voilà une rentrée sociale qui s'annonce sous les meilleures perspectives si on sait, tous ensemble, nous inspirer de cet exemple.

Correspondant

Devant une telle mobilisation (un des avantages de la loi sur le service minimum est de connaître les intentions de grève avant le conflit), la direction a vite compris, et alors qu'elle multipliait les attitudes méprisantes, la provocation depuis le dernier conflit sur les retraites, elle a été obligé d'en rabattre un peu et dès la première réunion de négociation, elle a lâché des emplois et diverses mesures, certes insuffisantes, car pour beaucoup il s'agit d'emplois saisonniers :

- 13 saisonniers recrutés,
- prolongation des contrats saisonniers en cours jusqu'au 31 octobre,
- 5 mutations,
- 3 embauches,
- Plus des avancées en termes de compensation financière des pertes de salaire.

Le recul est palpable et apprécié à sa juste valeur par les cheminot(e)s, ce qui a amené les organisations syndicales à lever le préavis de grève.

Par ailleurs et comme la confiance n'est vraiment pas de mise avec cette direction, les organisations syndicales ont exigé et obtenu un comité de suivi des acquis de ce mouvement.

Mais tout le monde a conscience que le problème de fond n'est pas réglé. Il faudra remettre le couvert, mais les enjeux sont tels (démantèlement de l'entreprise et casse du statut cheminot) que c'est un mouvement d'ensemble de toute la SNCF qu'il faut préparer à la rentrée. Les militant(e)s NPA mettront tout en œuvre pour qu'un tel conflit voit le jour.

Pierrot

Tempêtes et compagnies

Le 24 janvier 2009, la tempête LKLAUS s'abat sur le sud de la France ravageant tout particulièrement la région Aquitaine et son bassin sylvicole des Landes de Gascogne. Les dégâts sont estimés entre 600 millions et 1,7 milliard d'euros. Le gouvernement allouera une enveloppe globale de 1 milliard d'euro.

Ce mille-feuilles financier inclut des prêts bonifiés permettant de sortir le bois des parcelles sinistrées, des aides à la constitution de plates-formes de stockage, des aides au transport longue distance du bois ainsi qu'à la reconstitution de massifs forestiers, etc.

Concernant les prêts bonifiés pour préfinancer la sortie des bois (achat et exploitation) et le stockage de longue durée, il faudra attendre le 5 mars pour que 600 millions d'euros soient finalement inscrits. Mais crise financière oblige, les banques ne prêtent plus, avec ou sans bonification du gouvernement !

Un bel effet d'annonce qui laisse nombre de sylviculteurs sur le carreau, et le bois dans ce qui reste de la forêt.

Pour les appels à projet à la création ou à la réhabilitation d'aires de stockage et au transport à moyenne et longue distance, il faudra encore attendre jusqu'en avril.

De plus, les candidats à la subvention doivent remplir un nombre de conditions pour avoir droit à seulement 60 millions d'euros répartis entre eux tous sur 2009.

Mais le plus aberrant dans tout cela reste le mécanisme de subvention lui même :

- Le bois est acheté aux sylviculteurs exsangues à 1 € la tonne,

- Le lauréat de l'appel à projet touche 25 € du gouvernement s'il expédie ce bois à plus de 450 kms,

- Le bois est ensuite revendu environ 80 € la tonne par ce même lauréat aux industriels.

Même en comptant les frais de transport, les ruptures de charges, les frais de coupe et de débardage du bois, les gains sont énormes : 105 € empochés par tonne, comparés au 1 € payé au sylviculteur.

A qui profite le crime ?

Aux multinationales, papetiers, fabricants de panneau de particules (aggloméré, contre-plaqué), fabricant de bois énergie. La tempête était à peine terminée que leurs intermédiaires logisticiens allemands, autrichiens, luxembourgeois, belges sillonnaient les zones sinistrées à la recherche des meilleures coupes.

Aujourd'hui, ils drainent les routes des Landes en rabattant leurs prises sur des plateformes comme celle de Labouheyre.

Comme si cela ne suffisait pas à la tempête et au désastre économique de la filière bois, ces multinationales nous infligent une double peine puisque demain ce bois nous reviendra transformé en pâte à papier, en panneaux de particules, à des prix défiant toute concurrence, et c'est alors que des entreprises ferment comme Isoroy à Châtelleraut (plan social en cours pour 80 personnes), ou mettent leurs ouvriers au chômage technique comme Egger Roll à Rion des Landes...

Paul

Financement de la sécu La casse continue !

Le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2010 poursuit la casse de la santé avec la hausse du forfait hospitalier et la baisse du remboursement des médicaments.

Le texte de projet de Loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2010 (PLFSS) sera examiné par l'Assemblée Nationale jusqu'au 31 octobre 2009 et devra être définitivement adopté avant le 20 décembre 2009.

Au nom du soi disant déficit de la Sécu évalué à 20 milliards d'euros, pour faire économiser 2 milliards, le gouvernement envisage d'augmenter le forfait hospitalier de 25 % en le passant à 20 € par jour. Créé en 1983 pour faire participer les malades aux frais hôteliers de leur hospitalisation, son montant était de 20 francs à l'origine, il est de 16 € depuis janvier 2007. Il envisage aussi de moins rembourser certains médicaments (médicament à vignette bleue de 35 % à 15 %), ou des actes (dialyse), de limiter les remboursements des transports sanitaires, et de développer le contrôle accru des arrêts maladies.

Il s'agit là d'un plan d'économie qui se fera surtout sur le dos des assurés sociaux, alors que la difficulté de la Sécurité Sociale relève d'une insuffisance des recettes. 31,1 milliards d'exonérations de cotisations sociales ont été accordées aux entreprises en 2008, 2,6 milliards de cotisations n'ont pas été compensés par l'Etat et la dette des employeurs est de 2,15 milliards.

Ces attaques de notre système solidaire perdurent depuis des années, et visent à rendre de plus en plus difficile, voire même aujourd'hui impossible, l'accès aux soins pour tous.

Face aux cadeaux versés aux actionnaires, il faut affirmer :

- la gratuité des soins pour tous,
- l'arrêt des exonérations de cotisations sociales patronales,
- l'augmentation des salaires,
- l'arrêt des licenciements dans le public et des suppressions de postes dans le privé : 100 000 emplois supplémentaires, c'est 1 milliard de recettes en plus.

Leur projet d'ensemble, qui s'apparente au système étatsunien (47 millions d'habitants sans couverture sociale), doit impérativement nous mobiliser ! Il faut mettre fin à la casse de notre système solidaire en contribuant à une riposte d'ampleur, au travail d'information de tous !

F. K / I. L.

La Coordination Santé Solidarité Gironde (COSS 33) appelle à un 3^{ème} rassemblement contre les dépassements d'honoraires le Mardi 16 octobre à 18h place de la République à Bordeaux.

Après avoir manifesté notre opposition à ces dépassements injustes et source d'inégalités devant les cliniques Bel Air et Tourny, la COSS 33 continue son action, cette fois-ci devant l'hôpital Saint-André pour rappeler que ces pratiques tarifaires se retrouvent aussi malheureusement dans le secteur privé de l'hôpital public.

Venez nombreux !

Rentrée scolaire sous le signe des suppressions de postes

La rentrée scolaire s'est déroulée tant bien que mal, avec comme toujours les moyens du bord pour que l'accueil des élèves soit le moins mauvais possible. Parfois aussi, dans certaines écoles, avec la mobilisation de parents pour empêcher une fermeture de classe qui entraînerait des classes plus chargées encore qu'elles ne le sont déjà.

Car les vacances n'ont rien changé aux réformes du gouvernement contre l'école, en première ligne desquelles les 13 500 suppressions de postes d'enseignants voulus pour cette rentrée.

Par exemple, Cenon échappe cette année aux fermetures de classe. De justesse. La mobilisation des enseignants, des parents et des élus en avait empêché deux en juin dernier. Pourtant, aux premiers jours de la rentrée, malgré les promesses de juin, l'inspection académique laissait toujours planer la menace d'une fermeture à l'école Jean Jaurès, jusqu'à une nouvelle intervention des parents d'élèves auprès de l'inspection.

Mais comme dans la plupart des communes de France, les suppressions de postes ont bel et bien eu lieu. Moins visibles que les fermetures de classe, mais très concrètes pour tous les élèves qui rencontrent des difficultés scolaires : en France 3000 postes d'enseignants spécialisés dans le traitement de cette difficulté scolaire, les postes " RASED " (enseignants qui travaillent avec des petits groupes d'enfants pendant le temps scolaire), ont été supprimés. Les mobilisations de l'an dernier avaient permis que certains soient quand même pourvus, mais seulement à titre provisoire avant disparition probable l'an prochain, et par des enseignants non spécialisés qui doivent remplir avec les moyens du bord une mission délicate pour laquelle ils ne sont pas formés.

Les écoles de Cenon, en zone dite de "réussite scolaire" (ex-ZEP), concernées par la difficulté scolaire, ont été les plus durement touchées de Gironde, en se voyant supprimer près de la moitié de leurs postes RASED.

Une situation dramatique que le gouvernement aggrave encore plus en inventant des dispositifs de substitution pour "*lutter contre l'échec scolaire*" : accompagnement éducatif, aide personnalisée, stages de rattrapage pendant les vacances. Ce sont des leurres qui ne remplaceront pas les postes supprimés. Pire, ils sont néfastes, en particulier pour les enfants en difficulté qui voient leur journée de travail considérablement allongée. Ils se font hors temps scolaire et parfois encadrés par des vacataires, comme si on voulait sous-traiter la difficulté scolaire.

Entre suppressions de postes, sous-traitance de l'enseignement et recours de plus en plus massif à des contractuels précaires (assistants d'éducation ou de direction, remplaçants...), sans parler de la multiplication des évaluations des performances des élèves, on se demande où est la différence entre service public et entreprise privée. La disparition programmée des maternelles en tant que service public gratuit au profit de jardins d'éveil payants, sera une véritable catastrophe pour les familles modestes risquant d'obliger certaines femmes à abandonner leur travail pour un retour au foyer afin de s'occuper de leurs enfants.

Alors oui, malgré ces conditions, la rentrée s'est passée au mieux. Mais déjà, 16 000 nouvelles suppressions de postes sont annoncées pour la rentrée 2010. Fermetures de classes, fin des RASED, haro sur la maternelle, l'avenir de l'école est sombre.

Heureusement, à Cenon comme ailleurs, la cohésion des parents et des enseignants dans les mobilisations de l'an dernier est un espoir. Il faudra la renforcer dans les semaines et les mois qui arrivent pour empêcher ensemble la liquidation de l'école de nos enfants.

Correspondants NPA

L'Internationale au cœur de l'été

Nous étions deux militants jeunes du NPA de Gironde en Grèce du 25 au 31 juillet pour participer aux 26^{ème} Rencontres Internationales de Jeunes (RIJ), organisées par les jeunes de la IV^{ème} Internationale. Retour sur une semaine internationaliste riche en discussions, en rencontres avec des camarades venus des quatre coins du monde : plus de 400 jeunes d'Italie, de Grèce, d'Espagne, du Portugal, d'Allemagne, de Belgique, du Danemark, de Suisse, du Mexique, des Philippines, de Turquie, des Antilles, de Croatie, de Slovénie, de Russie et de Biélorussie, de Pologne ou d'Ukraine... Rencontres polyglottes donc, où l'on se retrouve parfois à devoir mimer une bière devant le bar pour se faire comprendre, où l'on passe parfois la nuit à refaire le monde tout en se réveillant à l'aube... pour participer aux débats !

Partout en Europe, "nous ne paierons pas leur crise !"

L'année a été marquée par un mouvement important contre les réformes dans l'éducation en Allemagne, par de puissants mouvements étudiants en Italie, en Espagne et en France, mais aussi – pour la première fois – en Croatie, par la révolte des jeunes grecs en décembre 2008 suite à l'assassinat d'un jeune de 15 ans par la police. Partout, la jeunesse en lutte se pose les mêmes questions : comment coordonner à l'échelle nationale, voire européenne, nos luttes, comment faire le lien avec le reste de la population pour construire un mouvement d'ensemble ? "Noi la crisi, non la paghiamo !", "Wir zahlen nicht für eure Krise !", "Nous ne paierons pas leur crise !", partout

les mêmes slogans ont résonné. Face à la crise économique et écologique, la gauche anticapitaliste et révolutionnaire fait face à

femmes non-mixte et une soirée LGBTI où les participants essaient, le temps d'une soirée, de déconstruire les normes domi-



de nouvelles responsabilités. En Allemagne, elle a participé à la construction d'un collectif national contre la crise, au Danemark elle participe activement à la mobilisation pour le Contre-sommet écologiste de Copenhague au mois de décembre.

Le socialisme dans un seul camping ?

Les RIJ sont aussi un moment où nous essayons de faire que la vie quotidienne soit à l'image de notre projet de société, de ce que nous défendons dans les luttes sociales. Les tâches sont organisées collectivement. Nous luttons contre tout comportement sexiste, raciste ou homophobe, ce à quoi contribuent un espace femmes non-mixte et un espace LGBTI (lesbiennes-gays-bis-trans-intersexes) qui se réunissent tout au long de la semaine et organisent une soirée

nantes de la société hétérosexiste. Bien entendu, il ne s'agit pas d'imaginer que l'on puisse réaliser le socialisme dans un seul camping, mais d'expérimenter ce que nous défendons le reste de l'année, et préparer ensemble les prochaines échéances. Aux formations sur la crise écologique et économique du capitalisme, le féminisme, l'oppression des LGBTI, l'impérialisme ou la stratégie, aux ateliers de discussions thématiques, s'ajoutent des commissions internationales pour préparer l'année qui vient au niveau international dans nos différents secteurs d'intervention : contre le processus de Bologne et les réformes de l'éducation, la précarisation du travail et de nos vies... Rendez-vous donc dans un an pour faire le bilan d'une année de luttes et de tentatives de reconstruction d'une nouvelle gauche anticapitaliste.

Adrien Mazières

Qu'est-ce que la Quatrième Internationale ?

La IV regroupe aujourd'hui des organisations anticapitalistes et révolutionnaires dans une quarantaine de pays à travers le monde, principalement en Europe mais également en Asie (Philippines, Pakistan...), en Afrique (Algérie, Maroc...), en Amérique latine (Brésil, Mexique...) ou aux Etats-Unis. Certaines sont des organisations indépendantes, comme Izquierda Anticapitalista en Espagne, Sinistra Critica en Italie, le Revolutionary Workers Party of Mindanao aux Philippines, etc. D'autres font partie d'organisations plus larges, du Bloc des gauches au Portugal, de l'Alliance Rouge-Verte au Danemark, de Die Linke en Allemagne, etc.

Fondée en 1938 par Léon Trotsky et les militants de l'Internationale Communiste se retrouvant dans l'héritage de la

Révolution russe de 1917, la IV entendait à ses origines lutter contre le stalinisme et le capitalisme. Soixante-dix ans plus tard, l'objectif, que la IV s'est fixé lors de son dernier Congrès mondial (2003), est de regrouper l'ensemble des courants anticapitalistes, révolutionnaires et internationalistes et d'aller vers la constitution d'un nouveau regroupement international pour la révolution. La IV publie une revue internationale bimensuelle, sans équivalent ailleurs, *Imprecor*, qui relate les luttes sociales et l'actualité de la gauche anticapitaliste et révolutionnaire à travers le monde. Le prochain Congrès mondial de la IV se tiendra au début de l'année 2010. En France, où il n'existe plus de section depuis la dissolution de la LCR, tous les militants du NPA se retrouvant dans la IV^{ème} Internationale éliront des délégués qui participeront à ce Congrès.

Féminisme

LE COURANT « FÉMINISTE LUTTE DE CLASSES »



Ignoré par les grands médias, le plus souvent caricaturé, méconnu par les jeunes militant-e-s ou chercheur-es, le courant “féministe lutte de classe” a été pourtant l'un des plus actifs du mouvement féministe contemporain.

Par courant “féministe luttes de classe”, nous entendons un courant qui lie étroitement la lutte pour l'émancipation des femmes à celle de tous les opprimés.

On pourrait trouver certaines de ses ancêtres parmi les premières féministes comme Olympe de Gouge (XVIII^e) qui a lié dès le début la lutte contre l'oppression des femmes à celle contre l'esclavage ; et Flora Tristan qui est la première à avoir défendu la nécessité d'organiser les prolétaires sur le plan international en prenant en compte l'oppression des femmes ; *“L'homme le plus opprimé peut opprimer un être qui est sa femme. Elle est le prolétaire du prolétaire même.”*

Les militantes socialistes de la 2^{ème}, puis de la 3^{ème} internationale s'inscrivent également dans cette tradition, de même que “le mouvement des femmes libres” pendant la guerre civile espagnole. On peut retrouver en partie cette tradition parmi les femmes syndicalistes qui créeront la CFDT en 1964 ainsi que les militantes d'Antoinette dans la CGT.

Mais de grandes différences existent entre ces militantes de l'avant et celles de l'après 1968. Des différences sur le plan théorique d'abord : contrairement aux militantes de l'ancienne génération, les féministes “lutte de classes” contemporaines ne font pas découler l'oppression patriarcale de l'apparition de la propriété privée et plus précisément du capitalisme. L'oppression des femmes a préexisté à cette organisation sociale même si le capitalisme a utilisé et utilise encore l'oppression des femmes à son profit. Car contrairement aux femmes socialistes des générations précédentes, elles ne subordonnent pas la lutte féministe à la lutte socialiste. En ce sens, le mouvement autonome des femmes n'est pas conçu par elles comme un instrument destiné à servir de courroie de transmission entre le parti et les “masses féminines” qu'il faudrait politiser mais comme un instrument de mobilisation des femmes pour leurs droits. Cela implique un mouvement féministe large, unitaire, dans lequel pourraient se côtoyer différentes tendances féministes.

La deuxième vague féministe en France

est née en 1970, dans la foulée du grand mouvement social de mai 1968. Avant cela, le mouvement féministe était à la fois très faible et avait été discrédité par les organisations du mouvement ouvrier et le PCF en particulier. Le Planning Familial (qui ne se disait pas encore féministe), né en 1956 était la seule organisation un peu connue qui avait permis de faire avancer la lutte en faveur de la contraception. Jusqu'en 1975, le PCF,

comme la confédération générale du travail (CGT) sous son influence, ont considéré le féminisme comme « petit-bourgeois », voire comme une force impulsée par la droite pour diviser le mouvement ouvrier. Ce qui explique, en retour le sectarisme d'une partie du mouvement féministe à l'égard du mouvement ouvrier et des organisations politiques en général.

Les différents courants

Pour les **différencialistes**, il faut valoriser la “féminité”, comme créativité spécifique des femmes dont les racines seraient à chercher du côté de leur fonction procréatrice. Ce courant, animé par Antoinette Fouque et relayé par les éditions *Des femmes*, a eu un impact non négligeable chez les artistes, les écrivaines, etc. En 1979, ce courant s'approprie illégitimement le sigle “MLF” du Mouvement de libération des femmes, en le déposant comme une marque commerciale.

Pour le **féminisme radical**, le travail domestique est la base matérielle de l'exploitation économique de toutes les femmes quelles que soient leurs appartenances sociales ; les femmes constituent une classe exploitée par les hommes ; l'oppression patriarcale profite économiquement et directement à tous les hommes de la même manière. En

fonction de cette analyse, toute alliance avec des mouvements sociaux mixtes est jugée inopportune, voire dangereuse. Pour ce courant, la rhétorique de la différence est un simple avatar de l'idéologie dominante. Ce courant joua un très grand rôle dans la configuration théorique du féminisme, notamment en France. Pour ce mouvement, l'ennemi principal n'était plus le capitalisme mais le patriarcat. La lutte principale n'était plus la lutte des classes traditionnelle, mais la lutte féministe, etc. Pour le **féminisme lutte de classes**, le discours de la différence n'est pas seulement le produit de l'idéologie dominante. Il est aussi l'expression d'une réaction première des opprimées à la stigmatisation que l'on retrouve dans tous les mouvements sociaux nés d'une oppression. Il faut contrecarrer l'idéologie de la différence qui naturalise un rapport social sans tomber pour autant dans un sectarisme outrancier. Pour les féministes “lutte de classe”, toutes les femmes sont opprimées mais pas de la même manière, : l'exploitation de classe traditionnelle (opposant capital/travail) interférant avec l'oppression patriarcale. Pour les féministes de ce courant, il faut donc combiner l'action autonome du mouvement féministe avec l'action unitaire avec d'autres mouvements sociaux, celle notamment des ouvriers, pour faire avancer la libération des femmes. Cette orientation trouva un écho non négligeable parmi les salariées des ban-



FLORA TRISTAN



ques, de la Poste, de la santé ou dans certaines branches du privé, entraînant le développement de groupes **femmes d'entreprises et de commissions femmes syndicales**.

Les thèmes de lutte principaux

Malgré leurs divergences, les féministes dans leur grande majorité, et par delà leurs rangs, des centaines de milliers de femmes, ont lutté ensemble pour obtenir la première des libertés, celle du droit à l'avortement et à la contraception, la liberté pour les femmes à disposer de leurs corps (liberté sexuelle et choix de l'orientation sexuelle). Elles ont dénoncé ensemble les violences contre les femmes, le viol et les violences conjugales notamment. Elles ont analysé et critiqué la division dans la sphère domestique et le monde professionnel ainsi que l'éducation sexiste. Elles ont affirmé que le "privé est politique", pour rompre ainsi l'isolement des femmes confrontées chacune dans son foyer à l'oppression patriarcale. Toutes enfin étaient convaincues de la nécessité, pour résister à cette oppression et pour aller de l'avant, de tisser des liens de solidarité entre les femmes, dans un mouvement "autonome". Pour les féministes "lutte de classe", un

mouvement autonome, cela signifiait l'autonomie par rapport à l'Etat, aux institutions religieuses, aux appareils des partis mais pas par rapport à la lutte des classes. Cela voulait dire également que les femmes dirigeaient leurs luttes et leurs mouvements et n'avaient pas d'autres priorités que la défense des droits des femmes. Des mouvements mixtes (dirigés par des femmes féministes) pouvaient donc très bien faire partie du mouvement.

Le 24 novembre 1995, à l'appel de 140 organisations et pour la première fois, la CGT et le PCF, 40000 personnes manifestèrent dans les rues de Paris, pour le droit à l'emploi des femmes, contre les attaques des commandos d'ex-

trême droite, contre l'ordre moral. Du jamais vu depuis le début des années 80. Cette manifestation fut le prélude au grand mouvement social de novembre-décembre 1995 et aboutit en 1997 à la naissance du CNDF (Collectif national pour le droit des femmes). Les féministes "lutte de classe" y ont un rôle majeur comme dans ATTAC et les syndicats. Elles sont également très présentes dans la mise sur pied du réseau international, et les initiatives de la marche mondiale des femmes contre les violences et la pauvreté.

Aujourd'hui,

de nouveaux courants réactionnaires ont vu le jour dans le champ idéologique concernant les rapports sociaux de sexe. L'idéologie de la différence a trouvé une nouvelle vigueur sous la pression de mouvements religieux et de leurs courants fondamentalistes, mais aussi chez certains psychanalystes. Au nom de la loi divine ou de la défense d'un "ordre symbolique" intouchable, c'est l'ordre moral et sexuel patriarcal qui est revalorisé, contre la demande d'égalité des couples homosexuels, contre l'idée suivant laquelle le féminin et le masculin sont le résultat d'une construction sociale (le genre).

Un deuxième courant se réclamant du "post-féminisme" né parmi les femmes privilégiées (intellectuelles et artistes) et très développé en Amérique du Nord, confond liberté des femmes et marchandisation du corps, et demande la reconnaissance légale de la prostitution et sa réglementation. Pour elles, il n'y a plus de rapports d'oppression entre hommes et femmes. Nous serions dans une société où nous pourrions, tous et toutes, vivre libres comme nous le souhaitons, indépendamment des contraintes sociales, à part "les malheureuses" femmes qui vivent dans les quartiers d'"immigrés" ou dans les pays "sous-développés". Pour ces "post-féministes", revendiquer une répression de la violence sexuelle reviendrait à faire le jeu de l'ordre moral.

Un troisième courant est très présent dans le champ médiatique et au sommet du gouvernement. Il s'agit d'un courant féministe bourgeois qui prétend défendre le droit des femmes... cadres à bénéficier d'un emploi valorisant et à se décharger sur d'autres femmes (précaires et souvent étrangères) des tâches domestiques qu'elles ne veulent et/ou ne peuvent plus faire.

Dans ce contexte, (cf la totalité du texte), les féministes "lutte de classe" se trouvent confrontées à de nouveaux défis. La tenue d'une rencontre intitulée "Alternatives féministes" en 2005 à l'initiative du CNDF a permis de cerner les questions à résoudre dans un avenir proche : comment assurer le renouvellement des générations ? Comment faire le lien avec les jeunes femmes dans les quartiers populaires ? Comment lutter contre le « virilisme » exacerbé de certains garçons des banlieues en situation d'échec sans tomber dans le discours sécuritaire ? Comment accéder aux médias ouverts aux "post-féministes" qui ont comme première cible les militantes féministes considérées comme "ringardes" ? Comment favoriser le travail conjoint du Comité National pour les Droits des Femmes et de la Marche mondiale des femmes en France, comment redynamiser l'ensemble du mouvement féministe, sur une base unitaire ?

Extrait de l'histoire oubliée du courant "féministe lutte de classes" de Josette Trat disponible dans sa totalité dans l'ouvrage collectif "femmes, genre, féminisme" -éd. Syllepse. Ou en contactant feministe33@yahoo.fr.

A lire Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005

« Les propos que nous avons recueillis (auprès de jeunes émeutiers, leurs familles et voisins NDLR) ne sont pas pleinement représentatifs du quartier. Ils suffisent cependant à comprendre [...] le degré de souffrance de ces hommes et femmes de milieux populaires et, pour beaucoup, d'origine étrangère. Ils témoignent de l'intensité de leurs sentiments d'amertume, d'injustice et de révolte ».

Les auteurs, sociologues, se sont en effet rendus dans des cités, et par le biais de l'un d'entre eux également éducateur, ont pu entendre de la bouche des habitants de tous âges, leur dénonciation de la misère, des discriminations, des violences policières, de l'exclusion raciale et scolaire dans les quartiers.

Leurs analyses montrent combien la révolte de 2005, née comme tant d'autres après une bavure policière à ce jour encore impunie, est devenue une révolte nationale, bien que sans organisation, et même pour cette raison : parce que partout, les habitants ont été méprisés, abandonnés, y compris par la gauche. L'extrême gauche n'a pas pu, à ce moment là, offrir vraiment une perspective politique au mouvement.

« Fortement expressive et portée par l'indignation, l'émeute n'est pas dépourvue de sens... elle est revendiquée comme telle. La révolte est légitime. Elle apparaît comme l'affirmation d'une morale collective, ... l'affirmation d'un droit à l'existence » écrit le sociologue Lapeyronnie.

Ces articles en expliquent les mécanismes, sans les juger (des sociologues se retrouvent même avec un interviewé dans une descente de police, et celui-ci arrêté alors qu'il encourageait les plus jeunes à rentrer chez eux !), en montrant combien les problèmes sociaux les plus urgents y sont latents, « à tel point qu'on se demande pourquoi ces habitants ne se sont pas davantage révoltés »

Un ouvrage réactualisé et totalement actuel !

M. Casanova

ouvrage sous la direction de L. Mucchielli et V. Le Goazjow, Ed La Découverte, 9,5 €

Nucléaire : petite victoire...

Dans le numéro 1 d'*Anticapitalistes !* (mai 2009), Stéphane Lhomme, responsable de Tchernobyl et porte parole du Réseau Sortir du Nucléaire, nous expliquait que, suite à la diffusion publique d'un document classé "confidentiel défense" reconnaissant la vulnérabilité du réacteur nucléaire EPR qui ne résisterait pas à un crash d'avion, il (Stéphane) était poursuivi et risquait jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende. Une pétition nationale était mise en place, qui recueillait rapidement plus de 30 000 signatures...

L'affaire est classée "sans suite" par le parquet de Paris qui reconnaît donc implicitement que "dans certaines circonstances, il est justifié de révéler un document confidentiel défense" (Communiqué Sortir du Nucléaire).

Il y a des petites victoires qui procurent de grandes satisfactions.
www.sortirdunucleaire.org

Quand on vous dit que la montagne est belle...

Il y a quelques temps, dans le Parc national des Pyrénées, au dessus d'Aydius, en vallée d'Aspe, des gardes de "l'Office national de la chasse et de la faune sauvage" ont eu la surprise de tomber sur une douzaine de gros 4x4, soigneusement garés dans une zone interdite aux véhicules à moteur.

Verbalisation établie et enquête faite, il s'avéra que ces 4x4 avaient servi à transporter, avec l'autorisation du maire du village, toute une bande de VIP venus inaugurer une

cabane de berger qui venait d'être retapée dans le louable but d'offrir un abri aux randonneurs (pédétres) passant dans le coin.

Parmi les vaillants montagnards venus à bord de cet escadron de 4x4 étreindre ce havre de la nature sauvage se trouvait, aux côtés du président de la Fédération de chasse des Pyrénées-Atlantiques, A. Rousset, député, président de la Région...

D.M.

Les méchants ne gagnent pas toujours...

Il était une fois, Madame E. et Monsieur C. qui voulaient se marier. Première erreur, mais bon...

Ils s'adressèrent donc à la mairie de Rauzan. Seconde erreur car le maire n'y est autre que le sieur Gérard César, sénateur UMP !

Que fit le Maire ? Evidemment, il saisit le Procureur de la République !

Non, pas pour célébrer le mariage mais parce que Monsieur C. est Algérien. Et dans la petite tête réactionnaire de Monsieur le Maire, un Algérien et une Française... ça ne peut-

être qu'un mariage bidon, voyez ! Enquête de gendarmerie, décision du Procureur : c'est pas du flan, le mariage doit avoir lieu.

Happy end ?

Et non ! Le teigneux César passe outre et... appelle la police.

Course poursuite, menaces, gardes à vues de Madame E... Monsieur C. finit par se rendre pour la frontière... Il demande aussitôt un visa : refus du consulat.

Mais les deux inconscients

et ceux qui les soutiennent ne s'avouent pas vaincus. Ils saisissent le Conseil d'Etat. Le visa finit par arriver.

Epilogue : l'acariâtre bourgmestre, condamné par le Tribunal "à payer... réparation du préjudice", a dû marier le 2 septembre dernier, Madame E et Monsieur C.

Moralité : avant de vouloir roucouler en justes noces, deux colombes de nationalités différentes doivent faire gaffe à la gueule du bailli.

P. G

La facture déborde...

Si nous avons quelques doutes quant au choix entre "service public" et "société privée", la lecture d'un courrier de lecteur dans *Que Choisir* 473 de septembre 2009 aurait fini de nous convaincre. Il nous suffit de recopier :

"J'ai agrandi ma maison en rajoutant une extension et la mairie de Bègles m'a demandé de faire un raccord au réseau d'eau pluviale. Une opération nécessaire pour obtenir le certificat d'achèvement des travaux. Les services municipaux m'ont dit de contacter la Lyonnaise des eaux, qui distribue l'eau sur ma commune. Son devis atteignait 3 459 € ! J'ai, par conséquent, recherché une solution moins onéreuse et me suis adressé aux services techniques de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB), dont Bègles fait partie. J'ai eu raison. Pour la même opération, leur devis était de 271,42€. Inutile de vous préciser lequel des deux prestataires a emporté le morceau !"

Sans commentaire !

Interview de Dany Pérutin

Militante syndicale et féministe, membre de la IV^{ème} Internationale en Martinique

Invitée au camp international de jeunes de la IV^{ème} Internationale en juillet dernier en Grèce, Dany témoigne sur le rôle important joué par nos camarades révolutionnaires dans la naissance et le développement du puissant mouvement de grève générale de décembre dernier en Martinique.

Elle montre comment, à la suite à une hausse du coût de l'essence en Guyane entraînant une mobilisation en Guadeloupe, la création du LKP et du Collectif du 5 février en Martinique, une intersyndicale solide sur ses revendications d'augmentations salariales (200 €) et de réduction des prix des denrées de première nécessité, avec le soutien de la population, a bloqué et pris le contrôle, indépendamment de tous les politiques officiels, des activités du pays.

“La lutte est dans la rue, notre force est dans la mobilisation et la détermination mais surtout l'unité autour d'un même ennemi, le capitalisme et l'oligarchie”, conclut-elle.

Propos recueillis par M. Casanova

Interview de Kostas

Militant d'OKDE Spartakos (IV^{ème} Internationale) au camp international de jeunes révolutionnaires de Ioannina (Grèce) en juillet dernier

Kostas explique comment nos jeunes camarades révolutionnaires ont vécu la grève de décembre dernier, leur rôle dans la structuration démocratique du mouvement confronté à la violence de certains secteurs, avec le souci de créer le lien avec le monde du travail.

Un mouvement riche et déstabilisant, y compris pour les révolutionnaires, qui leur a servi à se construire, et en particulier à avancer dans la construction d'un front anticapitaliste aux élections européennes, Antaxia.

Cela leur a permis aussi de collaborer plus étroitement avec les camarades de Kokkino (des révolutionnaires participant à une coalition “gauche de gauche”, Siriza), avec lesquels le camp a été organisé avec succès.

Ils ont ensuite été ensemble au centre de l'initiative unitaire de soutien à Constantina Kounéva, syndicaliste bulgare immigrée vitriolée pour son action, de grèves et luttes de sans papiers.

M. Casanova

Interviews complètes à lire sur notre site : www.npa33.org

Pendant le match Girondins de Bordeaux-Maccabi d'Haïfa (Ligue des champions de football), l'apartheid continue en Israël

Boycotter, Désinvestir, Sanctionner Israël, les lecteurs de TEAN savent pourquoi.

Et le sport ?

Bordelais, nous sommes confrontés à la question depuis que nous savons que les Girondins de Bordeaux sont tombés dans la même poule qualificative que le Maccabi d'Haïfa. Le match aller est programmé le 30 septembre au stade Chaban Delmas.

Desmond Tutu, le Prix Nobel de la Paix, vient de le rappeler. Le boycott sportif de l'Afrique du Sud a été un

élément important dans la prise de conscience de l'isolement des tenants de l'apartheid, et partant de la chute de ce système, obtenue bien évidemment d'abord par la mobilisation des noirs eux-mêmes.

La comparaison avec Israël est-elle pertinente ? Les différences existent, à commencer par celle-ci qui n'est pas un détail : il y a des Palestiniens, des “Arabes d'Israël”, dans les équipes de foot israéliennes. On ne manquera pas de nous le



rappeler.

Mais d'une part les discriminations dont sont victimes les Palestiniens de part et d'autre du Mur sont bien institutionnelles, il y a bien un racisme d'Etat dans la gestion de l'état civil ou de l'accès à la terre, il y a une pratique criminelle (après d'autres, le rapport de la commission d'enquête de l'ONU atteste les crimes de guerre et crimes contre l'Humanité commis à Gaza en décembre janvier), il y a une volonté d'épuration ethnique depuis la création de

l'Etat et singulièrement affirmée par des ministres en exercice du gouvernement Netanyahu.

D'autre part, les Palestiniens sont réellement discriminés dans les pratiques sportives : empêchements liés aux barages routiers, au blocus de Gaza, au bombardement d'infrastructures...

Le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien ne s'y est pas trompé en Suède : il a contraint le match Suède-Israël de la coupe Davis à se jouer à huis-clos.

En France, nous n'en sommes probablement pas encore là, mais le 30 septembre

devant le stade nous serons nombreux à dire ensemble que les fédérations sportives israéliennes doivent être exclues des organismes sportifs européens et internationaux, ou tout au moins leur participation à quelque compétition que ce soit suspendue tant que ce régime raciste et colonial continuera.

Rendez vous à 19 heures le 30 septembre devant le stade.

Roger Devaneuse

La Fête du NPA!

Pour une rentrée plus chaleureuse, contre la morosité ambiante, pour voir d'autres gueules que celle de son patron, pour entendre autre chose que les mensonges qui foutent le blues... le NPA de Gironde vous invite à sa fête, lieu propice aux échanges, aux débats, à la convivialité...

Jeudi 1^{er} octobre à 20h30

Au cinéma Utopia (Bordeaux), en association avec Espaces Marx

Réservations à partir du 21 septembre à l'Utopia

LA

DOMINATION

MASCULINE

de Patric Jean

Projection suivie d'un débat avec le réalisateur, Patric Jean, le collectif Bordelais pour le Droit des Femmes, Espaces Marx et le NPA bien sûr !

Samedi 3 octobre

à partir de 14 h - Salle Bellegrave - Pessac

Garderie assurée sur place

14h débats :

“Luttes et organisation de la jeunesse en Europe”

“Parti et mouvement” avec J.M. Harribey, S. Joshua, P. Pignarre.

16 h, débats encore :

“Après le 17 septembre, poursuite des convergences”

“Quelle unité à gauche ?” Forum - Invités : PCF, PG, LO, Fédération, Alternatifs, décroissants...

“Crise économique, crise écologique” avec J.M. Harribey, S. Joshua.

18 h, meeting avec :

Olivier Besancenot

19 h, apéro et repas

Avec tous les camarades des comités de Gironde.

À partir de 22 h :

Soirée Disco

